Études économiques et financières

Moniteur des finances publiques

Montée en régime
Les obstacles à surmonter sur la voie de l'ajustement budgétaire

AVR 11

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PRINCIPAUX THÈMES

La viabilité des finances publiques reste très aléatoire, car, si des progrès ont été accomplis dans certaines régions, le rééquilibrage budgétaire a pris du retard ailleurs. La plupart des pays avancés vont réduire leurs déficits cette année, mais les États-Unis ont décidé de différer la correction budgétaire et, au Japon, avant même le récent tremblement de terre qui va grever encore les finances publiques, l'ajustement avait été reporté par rapport au rythme envisagé dans l'édition de novembre du Moniteur des finances publiques (Fiscal Monitor). *Les ratios d'endettement sont encore en hausse dans la plupart des pays avancés et les besoins de financement ont atteint des sommets historiques. Bien que les marchés offrent actuellement des conditions favorables pour la plupart, il leur est arrivé par le passé de réagir tardivement et brusquement à la dégradation de la situation budgétaire. Les perspectives sont plus favorables pour les pays émergents, mais cela tient en partie aux effets de plusieurs courants porteurs : niveau élevé des prix des actifs et des cours des matières premières, taux d'intérêt bas et vigoureux afflux de capitaux; si ces courants s'inversaient, la situation budgétaire deviendrait problématique dans bien des cas. De plus, certains de ces pays pourraient entrer graduellement dans une phase de surchauffe. Il est essentiel, pour les pays avancés, de commencer dès maintenant à réduire chaque année les ratios d'endettement pour les ramener à un niveau prudent à moyen terme. Les pays émergents devraient utiliser les rentrées dont ils bénéficient du fait des conditions favorables actuelles pour reconstituer une certaine marge de manœuvre budgétaire plutôt que d'accroître leurs dépenses à court terme. Dans les deux groupes de pays, il importe de faire progresser les réformes structurelles visant à rehausser la croissance et l'équité et de renforcer les institutions budgétaires et la transparence.*

Les déficits globaux des pays avancés ont diminué en 2010, mais cela tient davantage à la reprise économique et au fait que le secteur financier avait moins besoin d'être soutenu qu'à des politiques budgétaires plus strictes. Par contre, la plupart des pays avancés prévoient une plus grande rigueur cette année. Néanmoins, les déficits resteront prononcés, le ratio moyen dette publique brute/PIB dépassera, d'après les projections, la barre des 100 % pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et les besoins de financement bruts atteindront des niveaux records. De plus, les États-Unis ont différé les plans de rééquilibrage des finances publiques pour cette année au profit d'un plan de relance. Avant le tremblement de terre qui a frappé le Japon le 11 mars, l'orientation budgétaire était globalement neutre et l'ajustement budgétaire avait été reporté par rapport aux échéances envisagées dans l'édition de novembre du Moniteur des finances publiques. Le tremblement de terre aura inévitablement un coût budgétaire considérable, dont il est encore trop tôt pour évaluer l'ordre de grandeur.

Aux États-Unis, il importe d'accélérer l'adoption de mesures crédibles pour réduire le ratio d'endettement. Au Japon, lorsqu'il sera possible d'estimer le coût budgétaire global des secours et de la reconstruction, il sera nécessaire de l'intégrer dans des plans de correction budgétaire continue à moyen terme reposant sur des mesures définies de manière plus précise que par le passé. Dans la zone euro, où le rééquilibrage des finances publiques s'est largement déroulé comme prévu, il y a lieu de se féliciter des progrès dans la définition d'une vaste stratégie paneuropéenne de gestion des crises, mais la résolution de détails importants reste encore en suspens. Dans tous les pays avancés, si la croissance est en définitive plus rapide cette année que ne le laisse présager le scénario de référence présenté dans l'édition d'avril 2011 des *Perspectives de l'économie mondiale,* il faudra économiser le surcroît; en cas de ralentissement, les pays disposant d'une marge de manœuvre devraient laisser jouer les stabilisateurs automatiques. La plupart des pays avancés restent confrontés à

la problématique de la flambée prévisible à moyen et à long terme des dépenses pour le financement des retraites et surtout des soins de santé.

Les déficits des pays émergents ont diminué l'an dernier et cette tendance se poursuivra cette année — même compte tenu de l'accélération de la croissance. Face à la montée des tensions inflationnistes, certains pays émergents tirent parti comme il convient des conditions macroéconomiques propices pour améliorer sensiblement leurs soldes primaires corrigés des variations cycliques. D'autres doivent faire davantage d'efforts en ce sens. Il importe que les pays émergents résistent à la tentation à court terme de surfer sur les courants favorables actuels en accroissant les dépenses au lieu de reconstituer des volants budgétaires de sécurité.

Après une vaste relance anticyclique en 2009, les pays à faible revenu ont donné un tour nettement plus strict à leur politique budgétaire l'an dernier et la rigueur restera de mise cette année, mais plus modérée, ce qui permettra de reconstituer les volants budgétaires sur lesquels ils avaient puisé pour faire face à la crise. À terme, ils doivent trouver le juste équilibre entre les impératifs de dépenses essentielles — y compris pour couvrir les coûts sociaux de la hausse des cours des matières premières — et le souci de préserver la viabilité des finances publiques.

Tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu, doivent s'efforcer de renforcer les institutions budgétaires, notamment en vue d'améliorer la transparence, afin que les objectifs budgétaires puissent être réalisés de façon crédible. Il apparaît que, face à des pressions budgétaires croissantes, certains pays usent de stratagèmes comptables pour tenir leurs objectifs budgétaires.

Dans tous les pays où une réduction du déficit est nécessaire pour ramener le ratio d'endettement à un niveau prudent, il convient de veiller à ce que la charge de l'ajustement et les bienfaits de la reprise économique soient

équitablement répartis. C'est là une condition essentielle pour que le rééquilibrage budgétaire soit durable.